

Pourquoi les deux guerres mondiales ont-elles durablement modifié le credo libéral qui dominait l'économie mondiale depuis le XIXe siècle ?

I. La première guerre mondiale et ses suites introduisent des désordres profonds dans l'économie mondiale (1913-1929)

A) La PGM fait naître les économies de guerre

Le glissement à partir de la fin de 1914 vers une guerre longue oblige à une réorganisation de l'économie des belligérants vers une économie de guerre. La guerre devient **totale**.

1. Un accroissement de la main d'œuvre :

Dans un premier temps, fort taux de chômage dans une perspective de guerre brève mais ensuite prélèvements sur le front, des **affectés spéciaux** (600 000 h) aux côtés des femmes (490 000 en 1913, 650 000 en 17 soit x1/3) et des populations coloniales (Maghreb et Extrême-Orient) dans les usines d'armement : au total, 1,8 millions de personnes pour la France. En Allemagne, forte mobilisation des femmes.

2. Une réorganisation de l'appareil industriel :

Il faut passer d'une économie qui produisait des biens de consommation pour une société civile à une économie qui produit pour un **effort de guerre** : concrètement, l'effort de guerre porte sur la production d'armements, canons, fusils, mitrailleuses mais surtout munitions. Ainsi Citroën crée l'usine du quai Javel à Paris pour produire 20 000 obus/j en 1915, production doublée peu de temps après, grâce à l'introduction des méthodes d'OST inspirés du fordisme. Autre automobiliste, Renault fournit en 1918 750 chars d'assaut, 2 M d'obus en 1918 et 1800 camions à l'armée française. Ainsi la production d'acier double en France entre 1915 et 17 malgré la perte du bassin de Briey en Moselle.

3. Le rôle de l'État reconcidéré : l'État arbitre et neutre de l'économie libérale ne peut se limiter à ce rôle dans les circonstances exceptionnelles d'un conflit.

a. Affecter les ressources nécessaires à l'effort de guerre les plus efficacement possible :

En France, création de **consortiums d'entreprises** qui achètent à l'État qui en a le monopole d'acquisition et organise la répartition des matières premières dont elles ont besoin. Cette reconversion de l'appareil de production est vivement soutenue par l'État qui finance ces opérations. En décembre 1916 est créé le **ministère des armements** (anciennement sous-secrétariat à l'armement fondé en mai 1915) dirigé par le socialiste **Albert Thomas**. Au R.U, création d'un **ministère des munitions** confié à Lloyd George en mai 1915. Même situation en Allemagne où est créé dès 1914, l'**office des matières premières** dirigé par l'industriel **Rathenau**, dirigeant d'AEG. Cet organisme assurait la fourniture de matières premières à l'armée de manière planifiée. Ce qui n'empêche pas l'Allemagne de manquer de caoutchouc et de pétrole malgré l'exploitation de la Roumanie à partir de 1916, puis l'Ukraine en 1918.

b. Mais il s'agissait également de nourrir une population de plus en plus soumise au blocus allié, dans le cas de la Duplice et souffrant de privations, que les **ersatz** chimiques ne permettaient pas de compenser. En GB, les prix sont contrôlés ; les produits alimentaires sont distribués selon une organisation définie par l'État. Instauration d'une carte d'alimentation en France en avril 1918 par **Clémentel**, ministre du commerce.

c. Un interventionnisme toutefois limité : laisser le secteur privé répondre aux besoins en armements : **pas de nationalisations, ni de réquisitions des entreprises** qui explosèrent leur bénéfice durant la guerre. En GB, toutefois ces bénéfices furent taxés à 100%.

Mais en Allemagne, l'économie de guerre passe totalement sous le contrôle de l'État-major. Une étroite association entre les industriels et militaires : les industriels allemands se réunissent au sein d'un comité de guerre. L'Allemagne a l'habitude des associations de producteurs avec les **cartels** (charbon, sidérurgie, chimie). Progressivement **le ravitaillement allemand passe sous le contrôle des militaires (Gal Groener)** qui exige livraisons et réquisitions, décide des affectations de matières premières au détriment de la population allemande. Cette mobilisation sans précédent ne permet la victoire de l'Allemagne toutefois comme l'attestent les échecs des offensives du printemps 1918. Après cette date, il n'y a plus de stocks, la pénurie domine et le pays est au bord de la famine.

B) Le conflit ébranle le système monétaire international : la difficulté à maintenir un système de taux de change fixe.

1. Les fonctions de la monnaie : fixer un prix à un bien, permettre les échanges de biens et service, permettre la constitution d'une épargne. Donc la monnaie doit afficher une valeur fixe, stable afin que les acteurs économiques ne soient pas leurrés dans leurs activités, projets.

Donc la question est *comment assurer une valeur stable et permanente de la monnaie en circulation ? Comment garantir la confiance que l'on a dans une monnaie d'autant que la croissance économique qui caractérise les pays occidentaux au XIXe siècle est soutenue, la création de richesses explosant avec la révolution industrielle ?*

L'idée de confiance apparaît donc primordiale. Pour l'économie classique libérale, la monnaie doit être neutre, ne pas perturber les calculs des acteurs économiques : **théorie quantitative de la monnaie : MV=PT** (Irving Fisher, 1911) dit autrement, l'augmentation des transactions marchandes doit être compensée par une augmentation de la masse monétaire (billets, pièces, monnaie scripturale i.e bancaire) et/ou par une vitesse de circulation plus forte (i.e si une unité monétaire est échangée rapidement, n'est pas conservée ou théorisée) si l'on veut garantir le maintien des prix. Ou encore, dans le cas où v est constant et que les transactions n'augmentent pas, l'augmentation de la masse monétaire se traduit par de l'inflation.

2. Tout au long du XIXe siècle domine l'**étalon-or**.

L'or devient la valeur de référence et a progressivement chassé l'argent dans la définition de la valeur d'une monnaie, c'est à dire son poids en métal précieux. Donc dans ce système, pour que la valeur d'une monnaie ou d'une devise soit constante, il faut que le stock

d'or mondial croisse à proportion des échanges mondiaux. Cette croissance, malgré les découvertes de mines d'or en Californie, Alaska ou Afrique du Sud, n'est pas possible mais les stocks d'or permettent de garantir la valeur de la monnaie fiduciaire (pièces de monnaie ne sont plus en or ; papier : les billets de banque). Pour assurer le financement de l'économie, ce sont les banques qui assurent le relais et créent de la monnaie (soit la monnaie scripturale).

Ainsi : en **1815**, la masse monétaire de la **France, RU et EU** était répartie en 67% de pièces *métalliques*, 26,5% de *billets* et 6,5% de *monnaie scripturale*. en **1913**, la répartition est passé à 13%, 19% et 68% même si la quantité de pièces et de monnaies avaient augmentait (267 mds \$ en 1815 pour les billets vs 3762 en 1913)

Chaque devise internationale est convertible en or car sa valeur est définie par un poids qui ne varie pas au cours du XIXe siècle, mais aussi convertible dans les autres devises par un taux de change fixe. Exemple du **franc germinal** (créé par Bonaparte en avril 1803) : un franc vaut 4,5 gr d'argent et 0,29033 gr d'or fin avant que le monométallisme ne s'impose en 1874. Par ailleurs, la parité avec les autres monnaies est fixe : 25,22 fr pour 1 £. On en déduit alors la **valeur or du sterling** : **7,32 gr d'or** fin ou encore **0,26** once. C'est d'ailleurs cette monnaie qui assure la stabilité du SMI d'avant 1914. La confiance dans cette devise, liée à la puissance économique et notamment financière de la GB, fait que les banques centrales des pays pauvres en or conservent des réserves de £ qui leur permet d'émettre de la monnaie scripturale. Le déficit commercial de la GB permet également une plus grande diffusion de la £ car les Britanniques achètent des produits libellés en £. Elle est une devise de transaction, de compte et de réserve bien devant le franc français.

La stabilité d'un SMI permet l'accroissement des échanges internationaux. En effet, cette stabilité empêche les **dévaluations** monétaires qui donnent un avantage compétitif au pays qui dévalue : ses biens libellés en monnaie nationale coûtent moins cher par rapport aux autres pays. Les droits de douane sont en diminution du fait de la diffusion du libre-échange. Pourtant c'est dans une Europe fortement liée commercialement (40% des échanges mondiaux en son sein), dont les acteurs économiques n'ont en définitive aucun intérêt à ce que la guerre éclate et bouleverse cet équilibre (constat établi également par les socialistes européens tels Kautsky ou Jaurès) que le conflit se produit.

3. Le financement de la guerre fait apparaître un phénomène inconnu au XIXe siècle : l'inflation.

a. De nouvelles dépenses colossales à payer : le matériel de guerre, la main d'œuvre (d'où les grèves de 1917 réclamant de meilleurs salaires et conditions de travail). Pour la France, la guerre coûte **chaque mois** 1,35 Mds de francs fin 1914, fin 1916, ce coût est passé à plus de 3 Mds. Les belligérants n'avaient pas prévu une guerre longue et sont pris au dépourvu. Déjà les crédits de guerre votés par le Parlement étaient supérieurs au budget de l'État : 4,4 Mds de francs pour les trois premiers mois de guerre pour un budget de 3,2 Mds en 1913. Mais très vite les besoins apparaissent gigantesques : *après la bataille de la Marne, il faut réduire de moitié la cadence de tirs de l'artillerie car la production ne suit pas et menace même son utilisation dans les mois qui suivent*.

b. Donc la guerre appelle un défi : comment financer l'effort de guerre ? Faut-il augmenter les impôts, recourir à l'emprunt national ou étranger ou encore augmenter la

masse monétaire en circulation ? En France, les dépenses ont été couvertes à 16,4% par les recettes fiscales, à 52,7% par les emprunts nationaux (forte épargne des Français : Bons de la défense nationale, remboursables à moyen terme. Les 4 grands emprunts rapporteront 55 Mds de francs-or.), 17% par les emprunts internationaux et à 13,3% par les émissions monétaires de la BdF. Au R.U, le gouvernement préfère accroître la pression fiscale (taux >50% pour les revenus les plus élevés). En Allemagne, le produit des emprunts sera de 100 mds de marks.

Les E.U prêtent à l'Entente 10 Mds de \$ durant la guerre. En effet, les dépenses de guerre s'accompagnent aussi d'une augmentation des importations d'où un déficit accentué de la BC (ainsi le déficit commercial de la France /E.U passe de -420 millions de francs à 9,1 Mds en 1917 soit x21)

La circulation fiduciaire passe en France de 6 Mds en 1914 à 17 Mds à la fin de 1916 pour une encaisse or qui se maintient tout juste. Conséquence, les prix augmentent (x3,4 en France entre 13 et 18, les populations connaissent **la vie chère** et les monnaies européennes se déprécient par rapport aux devises étrangères comme le \$. De même, les réserves en or des pays belligérants fondent ou stagnent : Allemagne -19 millions \$, la France +9 millions et surtout les E.U, +1,8 Mds \$

C. Les années 20, le retour de la prospérité dans un contexte déséquilibré

1. *Back to normalcy* des Républicains lors des présidentielles de 1920.

Ce désir de revenir très rapidement à la situation d'avant 1914 commence par une brève **crise en 1920-1** vite surmontée (l'inflation provoque des désordres sociaux, en Italie mais aussi en France avec création du PCF en décembre 1920 au congrès de Tours, grèves des cheminots, journée de 8h en avril 1919) ; aux E.-U, crise d'adaptation entre deux systèmes économiques : forte croissance de la production en 19 stoppé par l'arrêt des achats européens car la production européenne repart et les crédits US aux Européens s'arrêtent afin de lutter contre l'inflation : les stocks s'accumulent et les prix s'effondrent. Toujours est-il que les années de prospérité s'ouvrent à partir de 1922 et jusqu'en 1930.

2. L'État remis à sa place

Fermer la () de l'économie de guerre, rendre à l'initiative privée son rôle dans la conduite des affaires. revenir aux règles du libéralisme, soit un État à nouveau arbitre dans la sphère économique, alors que le contexte social est tendu voire révolutionnaire en Europe (contre-modèle de la révolution bolchevique).

Mais d'un autre côté, l'expérience de la guerre a montré que l'État pouvait administrer l'économie de manière efficace et rationnelle en accord avec les entreprises. Émergence de la notion d'**économie mixte** (Rathenau suggère le maintien de ce **dirigisme** en temps de paix pour moderniser l'appareil productif avant d'être assassiné en 1922 par un groupuscule d'extrême droite). En France, **Clémentel**, ministre du commerce chargé du ravitaillement pendant la guerre (affectation optimale des ressources énergétiques, minières et agricoles) propose la création d'un ministère de l'économie nationale, de SEM associant capitaux privés et publics dans des secteurs nécessitant de lourds investissements. C'est ainsi que fut créée en

1921, la CNR mais elle n'eut pas de suite dans l'immédiat. En fait, la logique d'une reprise rapide fondée sur l'initiative privée s'impose sur l'idée d'une politique industrielle guidée par l'État. Dans ces conditions, les importations sont désormais libérées et les prix également.

3. Restaurer l'étalon or : une illusion ?

En fait l'inflation s'est durablement installée en Europe du fait de la création monétaire gigantesque occasionnée par l'effort de guerre.

a. Des déséquilibres très profonds :

Les accords alliés avaient permis durant la guerre de maintenir artificiellement le taux de change des devises européennes /\$ mais après la guerre, ils n'ont plus lieu d'être et la réalité du marché révèle la surévaluation des devises étrangères. Ainsi en 1920, la £ a perdu 20% de sa valeur /\$ de 1913, le Franc près des 2/3, quant au mark, 93%... Dans ces conditions les pays créanciers (E.-U., le R.-U.) veulent le rétablissement des devises dans leur valeur en or d'avant 1914 alors que les pays débiteurs (France, Italie, Allemagne) ont tout intérêt à voir leurs dettes contractées dans leur monnaie se déprécier par la hausse des prix. C'est ce que fait l'Allemagne en 1923 qui connaît une **hyper-inflation** pour rendre ses dettes sans valeur au moment où la France occupe la Ruhr en contrepartie du non-versement des Réparations (en août 23, 1\$=6 millions de RM ; le 20 novembre, 4200 Mds...) : c'est une économie de troc qui s'installe alors dans ce pays industrialisé... Ce désordre marque durablement les esprits en Allemagne (il faut rappeler l'importance d'une structure de prix stable et cohérent pour les agents économiques, indispensables à leurs arbitrages et les calculs).

b. Le Gold exchange standard

Il apparaît donc nécessaire de rétablir un SMI stable qui favorisera à nouveau le commerce international. Souhait des gouvernements au sortir de la guerre de rétablir le SMI de 1913 avec comme pivot, la £ et désormais le \$. Assurer la convertibilité or, la stabilité des changes. Mais le stock d'or s'est massivement déplacé vers les E.-U. et la circulation monétaire notamment fiduciaire est très importante en Europe. Donc le rétablissement de la convertibilité-or des devises européennes est problématique.

Conférence de Gènes d'avril-mai 1922 met en place le **Gold Exchange Standard** : ni la Russie bolchevique, ni les E.U ne participent à cette réunion. La décision principale est de faire de la £ mais aussi du \$, les deux seules monnaies convertibles en or, de permettre ainsi au pays qui ne disposent de faibles stocks d'or de gager leur monnaie sur leurs réserves en £ ou en \$. C'est dire qu'en 1922, ni le franc, ni le RM ne sont convertibles en or. Aussi l'objectif des gouvernements est de rétablir la situation d'avant 1914, soit la convertibilité, soit la valeur en or de 1913.

c. Le fétichisme de l'or (Keynes)

Au R.U, pour des questions de prestige, il s'agit de rétablir la parité or de la £ de 1914 (« regarder le \$ dans les yeux »). **Keynes** parlera plus précisément de « l'or cette relique barbare ». Cela se traduit par des politiques **déflationnistes** qui réduisent la masse monétaire en circulation, les taux d'intérêt augmentent donc l'investissement est dissuadé, l'économie britannique est bridée. La Livre retrouve sa parité et sa convertibilité (mais uniquement pour les lingots) mais les produits britanniques coûtent trop chers (malgré la baisse des prix en

sterling) et ne sont pas compétitifs sur les marchés extérieurs. La fragilité du SMI tient à la situation de la £ par rapport au \$. En effet les réserves d'or de la FED sont beaucoup plus élevées que celles de la banque d'Angleterre. Celle-ci ne peut garantir la convertibilité que 30% des avoirs libellés en £ dans le monde. Dans ces conditions, les capitaux préfèrent se placer aux E.-U. et quittent le R.-U. Sa balance des transactions courantes devient déficitaire et la banque d'Angleterre doit éléver ses taux d'intérêt pour attirer les capitaux, ce qui a pour effet de ralentir l'activité économique.

En France, aussi le souvenir du franc germinal est présent mais la monnaie française connaît trop d'évolutions erratiques. Cette dévaluation du franc prend des proportions alarmantes au moment du **cartel des Gauches** qui arrive au pouvoir en 1924. La **fuite des capitaux** encouragée par le « **mur d'argent** » (les grandes banques et grands entreprises ou encore les **200 familles**, celles qui ont un siège au conseil d'administration de la BdF parce qu'actionnaires, institution financière privée fondée par Napoléon) conduit à un effondrement du franc sur le marché des changes et oblige au retour au pouvoir de R. Poincaré qui incarne la confiance en 1926. Sa présence à la tête du gouvernement permet le retour des capitaux évadés et la stabilisation du franc sur le marché des changes, qui vaut 1/125 de £. Le retour à la parité-or de 1914 étant impossible car cela aurait lésé trop fortement les exportations françaises, une nécessaire stabilisation s'impose qui correspond à une dévaluation de 80% du franc germinal (loi de juin 1928) : c'est le **franc de 4 sous**. Malgré cela, le franc recouvre sa convertibilité or au moment où la crise économique se produit dans le monde.

En Allemagne, le ministre des Finances Hjalmar **Schacht** réussit après 1923, la stabilisation du mark au prix d'une politique budgétaire sévère et l'encadrement du crédit. la masse monétaire étant bien contrôlé, une monnaie temporaire ayant été créée pour rendre la confiance aux acteurs économiques (le **rentenmark** gagé sur les biens industriels et les exploitations agricoles), en 1924 le Reichsmark est redéfini avec un poids en or mais non convertible.

d. Un problème financier lourd : les dettes interalliés

Les années 20 sont donc marquées par une intense **spéculation** sur les marchés de changes et il est de plus en plus difficile de maintenir la parité de monnaies.

A cela s'ajoute les flux de financement liés aux **dettes interalliés** et aux paiements de Réparations. Au lendemain de la crise allemande de 1923 (occupation de la Ruhr et hyperinflation), les E.-U mettent rapidement en œuvre le plan **Dawes** qui définit un échéancier de paiement pour l'Allemagne et des prêts américains aux banques allemandes afin de financer la croissance économique du pays. Ce plan est complété 5 années plus tard par le plan Young. Il apporte plusieurs changements majeurs :

- **Fixation d'un montant global** des réparations (environ 112 milliards de marks-or)
- **Étalement sur 59 ans** (jusqu'en 1988)
- **Réduction de la charge annuelle** pour l'Allemagne
- **Fin du contrôle économique direct** exercé par les Alliés
- Création de la **Banque des règlements internationaux (BRI)** pour gérer les paiements

Objectif : **normaliser les relations internationales** et réintégrer pleinement l'Allemagne dans le système économique mondial.

Plus généralement, ce sont les banques US qui financent l'économie européenne et plus particulièrement allemande dans les années 20 : en 1913, les actifs US en Europe, s'élevaient à 300 millions de \$, en 1929 ils étaient plus de x10 élevés.

4. Un paysage industriel en mutation :

a. Renforcement et généralisation de la **seconde industrialisation**. développement des **réseaux électriques**, de transport à longue distance et haute tension (en France, la production passe de 3,5 Mds de Kwh en 20 à 14 en 28 soit x4 ; l'**EDF n'existe pas** et dominent des entrepreneurs privés comme E. Mercier et l'Union d'Electricité) mais aussi développement des **réseaux ferroviaires** électrifiés (en France, 1110 km en 1927 à 3000 en 1937). Grâce au pétrole, l'industrie chimique crée des textiles artificiels comme la rayonne. L'automobile commence à devenir un bien de consommation courante notamment en France avec Citroën (la 5 HP Torpedo, première voiture en série fra ; campagnes publicitaires avec les croisières transcontinentales, la tour Eiffel en juillet 1925) et Renault : OST mais aussi standardisation.

b. Accélération de la concentration capitaliste. Ainsi aux E.U, First National Bank (groupe Morgan) créé une holding pour contrôler *US Steel*, *General Electric*, participe en 1929 à plus de 2450 sociétés pour un capital total de 74 Mds \$. En Allemagne, les *Vereinigte Stahlwerke* fondés en 1926, emploient 170 000 personnes, produisent 40% de l'acier allemands. En 1925 est fondé *IG Farben*, regroupant Hoechst et Bayer. Gigantisme des entreprises.

// créations d'**ententes** internationales pour contrôler un marché : ainsi les **cartels** fixent les prix, les quotas, se répartissent les marchés afin de contrôler la concurrence. En 1926 est créé **Entente international de l'acier** entre Belges, Français, Allemands et Luxembourgeois. En 1928, *idem* pour le **pétrole** avec la *Standard oil of New Jersey* (principale compagnie pétrolière états-unienne, actuelle ESSO issue du démantèlement de l'empire J. Rockfeller en 1911) *Royal Dutch Shell* et l'*Anglo-Iranian Company* et la CFP (future Total).

c. rôle moteur des E.-U dans la croissance mondiale :

Essoufflement du R.U : ralentissement pour certaines industries notamment textiles et plus généralement les industries des vieux pays industriels comme le R.-U (l'industrie cotonnière voit sa production diminuer de 60%, ses exportations des ¾ entre 1912 et 1938). Le R. U produit deux fois moins de bateaux en 1928 qu'en 1913. Le revenu national de 1913 n'est retrouvé qu'en 1926. En fait les produits britanniques sont trop chers et le rétablissement de la parité or de la £ en 1925 n'a pas arrangé la compétitivité de l'économie britannique (-20% de pertes de part de marché en 29/13).

Modèle de la réussite du système capitaliste (notamment à NY et la construction des buildings comme **Chrysler building**, **Empire state building**, **Rockefeller center** lancé à la fin des années 20) Un appareil productif performant, tourné vers les secteurs porteurs, financé par un système bancaire réduit et un marché de consommateurs vaste et homogène (121 millions) dont le pouvoir d'achat augmente : les coûts de production diminuent grâce à l'OST : en 1913, une Ford coûtait 1500 \$, en 1929 600 et dans le même temps les salaires

étaient x 2,3. Une monnaie qui s'impose progressivement dans le SMI.

Essor des classes moyennes urbaines qui accèdent l'**American way of life** avec un équipement en téléphone, matériel radiophonique et électroménagers (salon des Arts ménagers en 1923 en France), le recours au crédit à la consommation stimulé par la publicité (cf. *Babbitt* roman de Sinclair Lewis). Les salariés bénéficient d'avantages sociaux (semaine de 5 jours chez Ford, distribution d'actions au personnel).

Croyance en une expansion illimitée de la croissance mondiale et que la théorie des cycles est caduque. cf. phrase de **Hoover** au début de l'année 1930, « la prospérité est au coin de la rue », que le chômage et la misère disparaîtront du sol américain.